

ÉDUCATION À LA SANTÉ

LES LEVIERS DU CHANGEMENT

AIDER LES FRANÇAIS À DEVENIR ACTEURS DE LEUR SANTÉ
TOUT AU LONG DE LEUR VIE



DOSSIER DE PRESSE

JEUDI 20 NOVEMBRE 2014

SOMMAIRE

I.	PROGRAMME DU COLLOQUE	3
II.	« LES FRANÇAIS ET LA PRÉVENTION SANTÉ » ÉTUDE IFOP / FONDATION PILEJE	5
III.	UN SITE INTERNET POUR UN DÉBAT PUBLIC ACCESIBLE À TOUS www.education-preventionsante.fr	11
IV.	BIOGRAPHIE DES INTERVENANTS	12
V.	LES ORGANISATEURS	18

I. LE PROGRAMME COMPLET DU COLLOQUE

08:30 • Accueil

Bernadette Laclais, députée PS de Savoie

Dr Jean-Michel Lecerf, chef du service nutrition Fondation - Institut Pasteur de Lille, président du Conseil d'Administration de la Fondation PiLeJe

Alain Coulomb, président de Coopération Santé, ancien directeur général de la Haute Autorité de Santé (HAS)

09:15 • Propos introductif

Bernadette Laclais, députée de Savoie

SESSION 1 : ENTRE LA CONSCIENCE D'HABITUDES DE VIE FAVORABLES À LA SANTÉ ET LA RÉALITÉ DES COMPORTEMENTS : UN VÉRITABLE FOSSÉ

Modérateur : Dr Jean-Michel Lecerf

09:30 • Pourquoi les Français ne changent pas ou pas assez ?

- Changer pour quoi faire ?

Dr Jean-Michel Lecerf

- Chez les patients, quels freins psychologiques aux changements ?

Dr Stéphane Clerget, médecin psychiatre et pédopsychiatrie (Hôpital de Cergy-Pontoise)

- Médecins et pharmaciens, quels rôles peuvent-ils jouer ?

Dr Josselin Lebel, médecin généraliste, chef de clinique de médecine générale, Paris

Eric Myon, docteur en pharmacie, secrétaire général de l'Union Nationale des Pharmacies de France (UNPF)

- Y a-t-il des leviers sociologiques pour faire évoluer les habitudes de vie ?

Jean-Pierre Corbeau, professeur de sociologie à l'université François Rabelais de Tours

- Y a-t-il des facteurs économiques à prendre en compte ?

Pierre-Yves Geoffard, directeur de recherche au CNRS, professeur à l'Ecole d'Economie de Paris, et directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS)

- Quels engagements les parlementaires peuvent-ils prendre ?

Jean-Louis Touraine, député PS du Rhône, professeur de médecine

11:30 • Débat: Changer ses habitudes de vie: de la théorie à la pratique ?

Animateur: Alain Coulomb

- Témoignages

Anne-Sophie Joly, présidente du collectif national des associations d'obèses (CNAO)

et Olivier Menage, docteur en pharmacie, directeur Europe de la branche bariatrique Covidien

Alain Olympie, directeur de l'AFA (Association François Aupetit)

et Jean-Luc Plavis, secrétaire général de l'association Francois Aupetit, délégué général ReMéDié

Dr Jean-Louis Bussière, cardiologue, vice-président du groupe exercice, réadaptation et sport à la Société Française de Cardiologie

et Alexandre Vautherin, patient cardiaque en réadaptation.

12:30 • Déjeuner

Préparé par les étudiants de FERRANDI Paris, l'école française de gastronomie

SESSION 2: ACTIONNER LES LEVIERS DU CHANGEMENT ET LES MAINTENIR DANS LA DURÉE

Modérateur: Dr Jean-Michel Lecerf

14:00 • Loi de santé publique : peut-on politiquement décréter les changements ?

- La loi de santé publique, discutée début 2015 au Parlement, donne une large place à la prévention. Quelles sont concrètement les actions prévues par la loi dans ce domaine ?

Pr Martine Duclos, professeur des universités - praticien hospitalier, chef du service de Médecine du Sport au CHU de Clermont-Ferrand, endocrinologue et physiologiste, conseillère scientifique du ministère chargé des sports

Pascal Beau, directeur de l'Espace Social Européen

Gérard Bapt, député PS de Haute-Garonne, médecin, rapporteur du PLFSS

Jean-Pierre Barbier, député UMP de l'Isère, pharmacien, membre de la commission des affaires sociales

Promouvoir par l'exemple : des actions accompagnant l'individu dans sa volonté de changement

- L'éducation thérapeutique : un vrai levier

Pr Patrick Jourdain, cardiologue, centre hospitalier René Dubos (Pontoise)

- La santé connectée

Sébastien Pascal, professeur agrégé d'éducation physique et sportive et fondateur de Biomouv

- De la réhabilitation à une médecine du mode de vie, une innovation d'usage au service de l'homme

Dr Matthieu Desplan, pneumologue, groupe Fontalvie

15:45 • Pause

16:00 • Débat: «L'actif», le patient, acteur de sa santé

Animateur: Alain Coulomb

- Intervenants

Dr Jean-François Thébaut, membre du collège de la HAS

Michaël Chekroun, Carenity, 1^{er} réseau social pour les patients et leurs proches

Patrick Négaret, directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines, directeur du déploiement national Santé Active

Jean-Michel Ricard, co-fondateur du groupe associatif Siel Bleu

17:00 • Conclusion de la journée avec 5 propositions concrètes

Bernadette Laclais, Dr Jean-Michel Lecerf, Alain Coulomb

II. LES FRANÇAIS ET LA PRÉVENTION SANTÉ

SONDAGE IFOP/FONDATION PILEJE



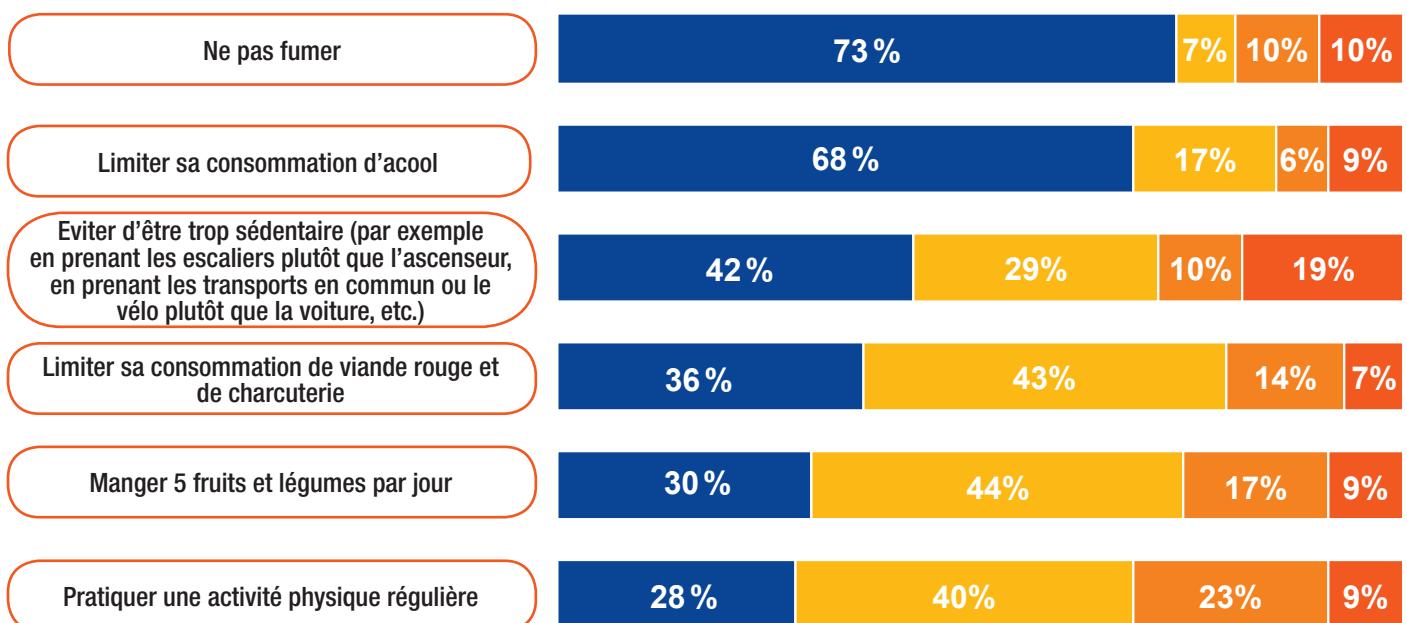
1. LA MÉTHODOLOGIE

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **985 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus**. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 14 au 16 octobre 2014.

Le positionnement par rapport aux bonnes pratiques pour rester en bonne santé et prévenir certaines maladies

QUESTION 1 : Vous savez qu'il existe des bonnes pratiques recommandées pour rester en bonne santé et prévenir certaines maladies. Pour chacune des bonnes pratiques suivantes, diriez-vous que vous parvenez totalement à la suivre, vous essayez de la suivre, mais vous n'y arrivez pas toujours, c'est difficile, vous ne parvenez pas à la suivre, mais vous auriez envie de la suivre, vous ne cherchez pas à la suivre ?

Base : ensemble des Français



■ Vous parvenez totalement à la suivre

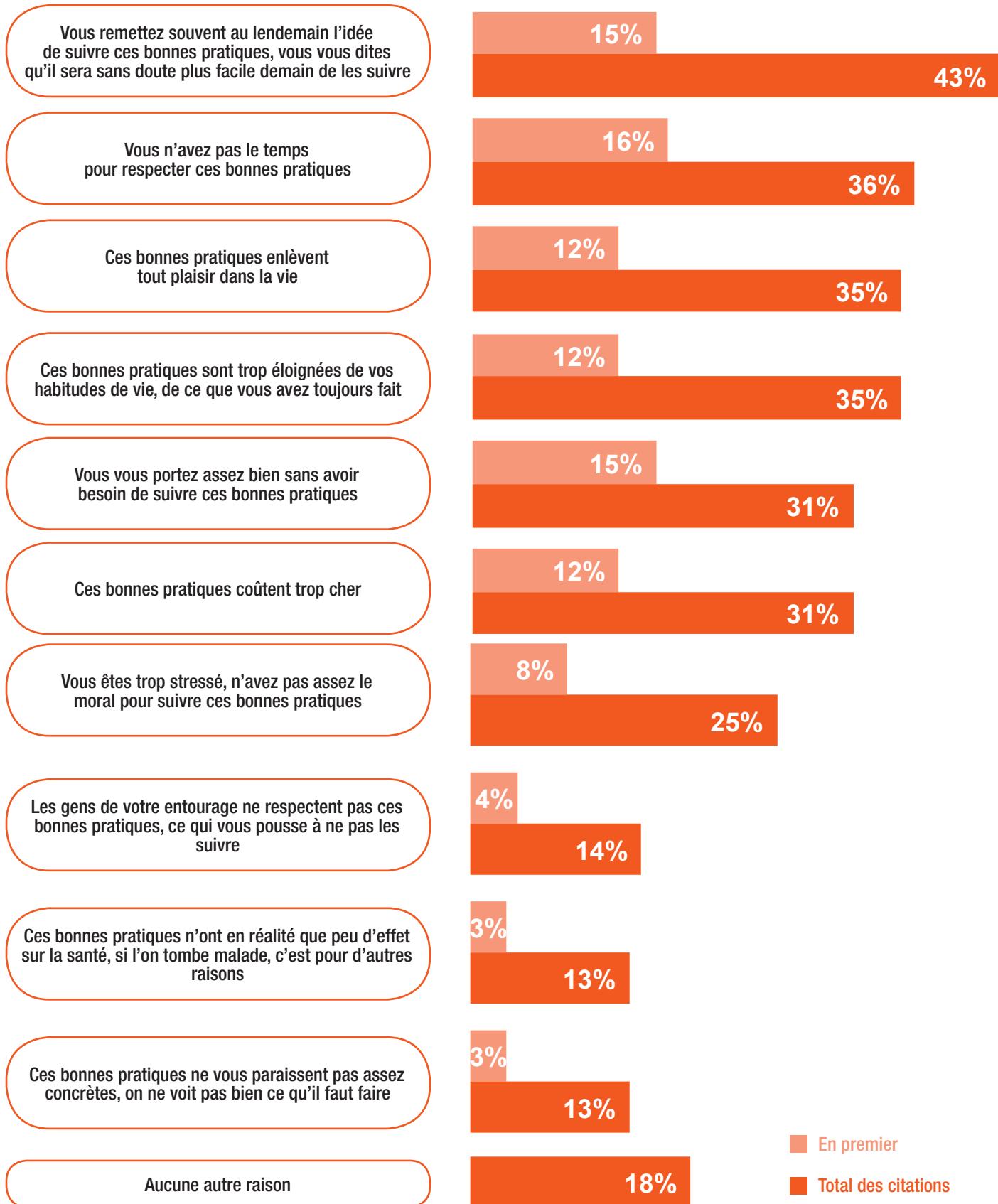
■ Vous essayez de la suivre, mais vous n'y arrivez pas toujours, c'est difficile

■ Vous ne cherchez pas à la suivre

Les raisons expliquant les difficultés à ne pas adopter les bonnes pratiques en matière de santé

■ **QUESTION 2:** Parmi les raisons suivantes, quelle est celle qui explique le mieux que vous ne parveniez pas toujours à suivre les bonnes pratiques pour rester en bonne santé ou prévenir certaines maladies ?
En premier ? En deuxième ? Et en troisième ?

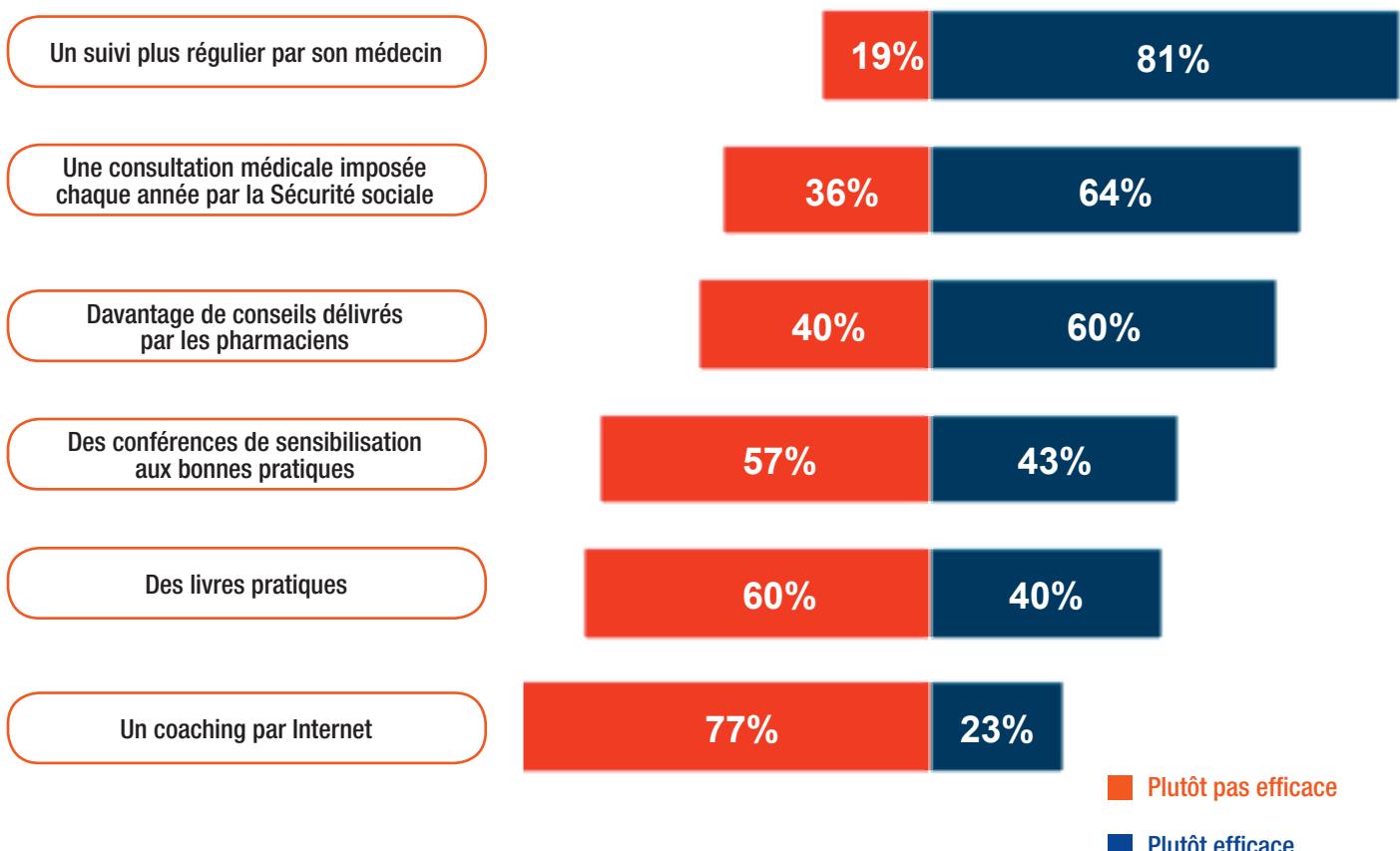
Base : aux personnes éprouvant des difficultés ou ne cherchant pas à suivre les bonnes pratiques recommandées pour rester en bonne santé et prévenir certaines maladies, soit 69 % de l'échantillon.



L'efficacité perçue des différentes pistes permettant un meilleur suivi des bonnes pratiques en matière de santé

■ **QUESTION 3:** Selon vous, pour chacune des pistes suivantes destinées à permettre un meilleur suivi des bonnes pratiques pour rester en bonne santé ou prévenir certaines maladies, diriez-vous qu'elle vous semble plutôt efficace ou plutôt pas efficace ?

Base : ensemble des Français

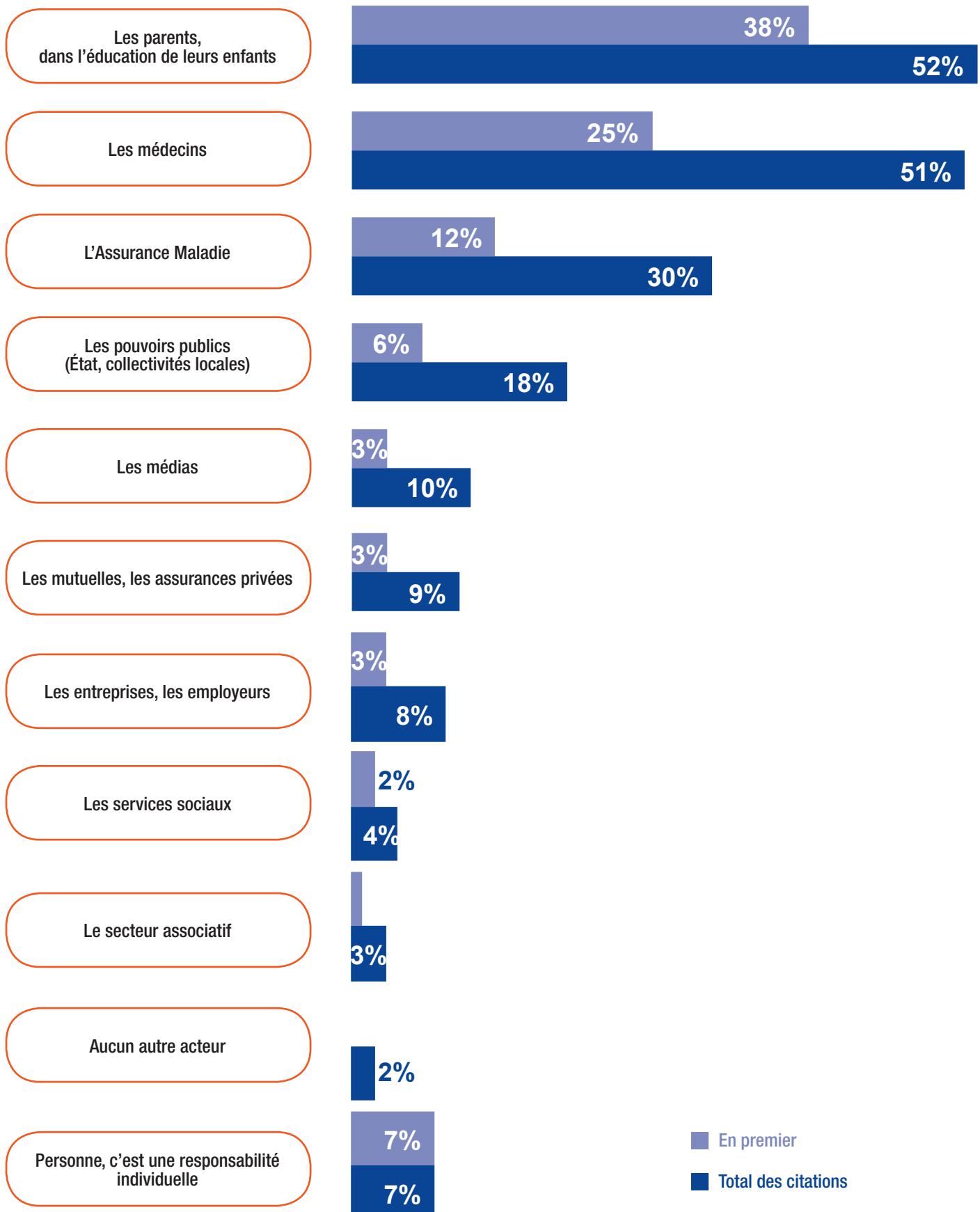


% « Plutôt efficace »	
Adeptes contrariés de la prévention	Réfractaires à la prévention
80 %	60 %
64 %	49 %
59 %	45 %
38 %	27 %
37 %	25 %
28 %	11 %

L'acteur le plus légitime pour assurer le suivi des bonnes pratiques en matière de santé

■ **QUESTION 4:** Et selon vous, pour un meilleur suivi en France des bonnes pratiques pour rester en bonne santé ou prévenir certaines maladies, quel acteur devrait jouer un rôle plus important ? En premier ? Et en second ?

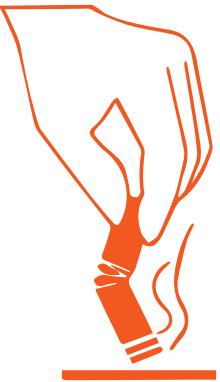
Base : ensemble des Français



2. LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Des bonnes pratiques de santé bien intégrées mais inégalement suivies

Il y a, parmi toutes celles testées, **deux bonnes pratiques permettant de rester en bonne santé et de prévenir certaines maladies qui sont très majoritairement suivies par les Français : 73% parviennent ainsi à ne pas fumer, et 68% à modérer leur consommation d'alcool.** On relèvera que 10 % des interviewés ne cherchent pas à arrêter la cigarette, quand 7 % s'y emploient sans vraiment y arriver et 10 % aimeraient se passer de fumer mais n'y arrivent pas. Quant à l'alcool, 9 % n'ont pas l'intention de modifier leur consommation, 17 % essaient mais reconnaissent que c'est difficile, et 6 % n'arrivent pas à la limiter, tout en souhaitant y parvenir.



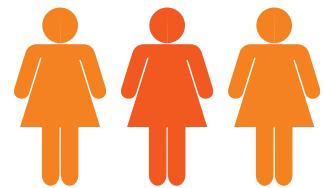
Le fait de manger moins de viande rouge ou de charcuterie apparaît comme un comportement moins évident, puisque seuls 42 % des Français affirment suivre cette bonne pratique alors que, dans le même temps, 29 % s'y essaient avec difficulté, 10 % souhaiteraient s'y mettre et 19 % s'y déclarent réfractaires.

Les autres recommandations classiques (éviter la sédentarité, manger cinq fruits et légumes par jour et pratiquer une activité physique régulière), même si elles sont parfaitement suivies par une proportion moindre de la population (de 28 à 36 %), motivent quant à elles toujours plus de quatre personnes sur dix (40 à 44 %) et sont rejetées par moins de 10 % des Français, ce qui montre qu'elles sont plutôt bien intégrées.

Pour chacune de ces pratiques, à l'exception de « ne pas fumer » ou encore d'éviter la sédentarité, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à déclarer s'y tenir. On relève aussi que plus on progresse en âge, plus on a tendance à s'abstenir de fumer, et surtout de chercher à bien s'alimenter (en modérant la consommation de viande rouge ou de charcuterie, et en mangeant 5 fruits et légumes par jour).

Si l'on agrège les réponses données s'agissant de toutes ces bonnes pratiques, on peut découper l'échantillon en trois catégories : 57 % des Français parviennent à suivre la majorité des bonnes pratiques, un peu plus d'un tiers (36 %) sont ce qu'on pourrait appeler des « adeptes contrariés de la prévention », c'est-à-dire des personnes qui suivent les recommandations mais difficilement, ou encore qui ne les suivent pas mais y aspirent, et enfin 7 % pourraient être considérés comme des « réfractaires », c'est-à-dire ne cherchent pas à les suivre.

À propos de ces comportements généraux, on observe que **les femmes sont plus adeptes de la prévention** (61 %, soit 9 points de plus que les hommes), **de même que les plus âgés** (jusqu'à 69 % des personnes de 65 ans et plus). A contrario, les jeunes hommes se révèlent surreprésentés parmi les adeptes contrariés (44 %) et les réfractaires à la prévention (14 %), tout comme les catégories socioprofessionnelles modestes (pour 49 % adeptes contrariés et 10 % réfractaires).



La motivation comme principal obstacle au suivi des bonnes pratiques

Pour expliquer les difficultés à adopter les bonnes pratiques en matière de santé, les adeptes contrariés et les réfractaires avancent le plus souvent la tendance qu'ils ont à repousser au lendemain leurs bonnes résolutions (43 % de citations), en se disant qu'il sera alors plus facile de les suivre. Aussi, entre un quart et un tiers d'entre eux détaillent divers types de contraintes : le manque de temps (36 %), le fait que ces pratiques enlèvent tout plaisir dans la vie (35 %), qu'elles sont trop éloignées de leurs habitudes (35 %), qu'elles coûtent trop cher (31 %) ou encore qu'elles sont incompatibles avec le stress ressenti (25 %). Au-delà de ces contraintes, les adeptes contrariés et les réfractaires avancent également d'autres raisons, qui mettent davantage à distance les bonnes pratiques et remettent en cause leur bien-fondé : pour certains, elles ne sont pas nécessaires à leur bonne santé (31 %) ou elles n'ont que peu d'effet (13 %), elles sont pas suivies par l'entourage, ce qui ne motive pas à les adopter soi-même (14 %), ou bien elles demeurent trop floues pour être mises en œuvre (13 %).

Dans l'invocation des raisons expliquant les difficultés à adopter les bonnes pratiques en matière de santé, on observe notamment un clivage de sexe. En effet, **les femmes ont davantage tendance à citer des raisons liées au manque de motivation ou aux contraintes** (47 % repoussent en lendemain, 42 % manquent de temps, 28 % sont trop stressées), **alors que les hommes ont recours au registre du plaisir, qu'ils opposent à des pratiques de toute manière jugées peu utiles** (40 % parlent du sacrifice du plaisir, 38 % déclarent que les bonnes pratiques sont trop éloignées de leurs habitudes, et 33 % qu'elles leur sont inutiles).



81 %
des Français estiment qu'un suivi plus régulier du médecin favoriserait le respect des bonnes pratiques.

Sécurité Sociale



64 %

considèrent qu'une consultation de prévention imposée par la Sécurité Sociale serait utile pour le respect des bonnes pratiques.

Le suivi par un professionnel de santé : meilleur moyen de respecter les bonnes pratiques

Amenée à évaluer l'efficacité de diverses pistes permettant un meilleur suivi des bonnes pratiques en matière de santé, la majorité des Français se prononce positivement sur les initiatives impliquant les professionnels de santé : en effet, huit personnes sur dix estiment qu'un suivi plus régulier du médecin favoriserait le respect des bonnes pratiques (81 %), et quelque six interviewés sur dix considèrent qu'une consultation médicale annuelle imposée par la Sécurité sociale (64 %) et davantage de conseils délivrés par le pharmacien (60 %) seraient efficaces pour atteindre cet objectif.

Une part importante des Français, bien que minoritaire, voit aussi dans l'information un moyen efficace de mieux suivre les bonnes pratiques en matière de santé : c'est le cas pour des conférences de sensibilisation auxdites recommandations (pour 43 %) et des livres pratiques (40 %). En revanche, l'idée du coaching par internet ne convainc guère puisque trois quarts des Français estiment que celui-ci n'est pas efficace pour améliorer le suivi des bonnes pratiques (77 %).

Dans le détail, on observe que le suivi plus régulier du médecin est jugé davantage efficace par la population qui le consulte le plus, c'est-à-dire les plus âgés (jusqu'à 86 % chez les personnes de 65 ans et plus) alors que, toujours chez les professionnels de santé, les jeunes se distinguent en faveur des conseils délivrés par le pharmacien (65 % des moins de 35 ans jugent cette piste efficace, contre 58 % chez leurs aînés). Les jeunes se montrent également plus optimistes quant à l'efficacité des livres pratiques (47 % chez les moins de 35 ans) et du coaching par internet (36 %, soit presque trois fois plus que les plus âgés). Aussi, dans l'ensemble, les adeptes de la prévention émettent des opinions plus favorables pour chacune de ces pistes de suivi, excepté pour le coaching par internet, celui-ci étant surtout jugé efficace par les adeptes contrariés de la prévention (28 %).

La primauté de la famille et du médecin généraliste dans l'accompagnement des bonnes pratiques

En ce qui concerne les acteurs susceptibles de jouer un rôle plus important pour assurer le suivi des bonnes pratiques en matière de santé, les plus légitimes et les plus cités se révèlent être les parents (52 %) et les médecins (51 %). La moitié des Français place ainsi sa confiance dans l'éducation donnée par les parents ainsi que dans la figure d'autorité et de proximité du généraliste. Une part importante des interviewés considère par ailleurs que l'Assurance Maladie (30 %) et les pouvoirs publics (18 %) devraient jouer un rôle plus important pour assurer un meilleur suivi des bonnes pratiques, loin devant des acteurs privés comme les médias (10 %), les mutuelles et assurances (9 %), les entreprises (8 %), ou encore des acteurs parallèles comme les services sociaux (4 %) ou les associations (3 %). A noter que 7 % des Français considèrent que le suivi des bonnes pratiques est avant tout une affaire individuelle, qui n'appelle pas l'intervention accrue qu'un quelconque acteur.

On relève que les deux acteurs considérés comme les plus légitimes, les parents et les médecins, sont davantage cités par les femmes (+5 à 10 points par rapport aux hommes), les personnes âgées de 35 ans et plus (+10 à 11 points que les autres) et les adeptes de la prévention (jusqu'à 35 points de différence). A contrario, les jeunes hommes se reportent plus que la moyenne en faveur des pouvoirs publics (27 %) et des médias (17 %). En matière de catégorie socioprofessionnelle, on note que les plus aisés mettent davantage l'accent sur la figure des parents que les catégories populaires (56 %, contre 48 %), mais apparaissent en retrait s'agissant du médecin (46 %, contre 50 % chez les ouvriers).

III. UN SITE INTERNET POUR UN DÉBAT PUBLIC ACCESSIBLE À TOUS

Les interviews vidéo des intervenants et leur biographie...

Et aussi les **comptes rendus** des colloques au Parlement des années précédentes sur la prévention santé :

- L'importance de la consultation médicale autour des habitudes de vie
- Une vraie politique de prévention des maladies métaboliques et cardio-vasculaires est-elle possible ?

Rendez-vous sur :
www.education-preventionsante.fr



IV. BIOGRAPHIE DES INTERVENANTS



Bernadette Laclais

Députée de la Savoie depuis 2012, Bernadette Laclais est membre de la Commission des Affaires sociales, de la Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la Sécurité sociale (MECSS) et du groupe d'études « Médicaments et produits de santé ». Elle a notamment été rapporteure de la mission « santé » des projets de loi de finances 2013 et 2014 et vient d'être nommée rapporteure du titre II du projet de loi de santé qui sera examiné au Parlement début 2015. Après avoir occupé le poste de Première adjointe de la ville de Chambéry de 2001 à 2007, elle a été maire de la Cité des Ducs de 2008 à 2014. Élu par ailleurs au conseil régional de Rhône-Alpes en 1998, elle en a été la première vice-présidente de 2010 à 2012, en charge des Transports, des Déplacements et des Infrastructures.



Dr. Jean-Michel Lecerf

Médecin spécialiste en endocrinologie et maladies métaboliques et consultant au CHRU de Lille dans le domaine des dyslipidémies, du diabète, de l'obésité et de l'athérosclérose, le Dr Jean-Michel Lecerf est aussi Chef du Service de Nutrition à l'Institut Pasteur de Lille (depuis 1982). Il est l'auteur d'environ 600 publications dont 200 avec comité de lecture (peer-review) - 300 communications orales - 100 communications affichées - 40 chapitres de livres - 15 livres.



Alain Coulomb

Diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure de Sécurité Sociale (EN3S), Alain Coulomb est à l'origine de la première décentralisation d'une caisse d'allocations familiales, puis d'une caisse d'assurance maladie, créant la Caisse du Val d'Oise, qu'il dirige pendant 10 ans. Délégué Général de l'Union de l'Hospitalisation Privée pendant 11 ans (entre 1990 et 2001), Alain Coulomb prend une part prépondérante dans les négociations avec les autorités de tutelle et les différents partenaires du monde de la santé et s'impose ainsi comme un partisan actif de la réforme du système. Après avoir été Délégué Général de la Fédération de l'Hospitalisation Privée (FHP), Alain Coulomb est nommé Directeur Général de l'Agence Nationale de l'Accréditation et d'Evaluation en Santé (ANAES). Il est nommé par la suite Directeur de la Haute Autorité de Santé qui vient de se créer en 2005, fonction qu'il quittera en octobre 2006. Il est actuellement consultant et président de l'association Coopération Santé.

SESSION 1 : ENTRE LA CONSCIENCE D'HABITUDES DE VIE FAVORABLES À LA SANTÉ ET LA RÉALITÉ DES COMPORTEMENTS : UN VÉRITABLE FOSSE



Dr. Stéphane Clerget

Médecin spécialisé en pédopsychiatrie, ancien Interne des Hôpitaux de Paris et Praticien Hospitalier, diplômé d'histoire de la médecine, le Dr Stéphane Clerget partage son activité entre les consultations et la recherche clinique. Les troubles du comportement alimentaire et l'impact des émotions sur les variations de poids chez l'enfant comme chez l'adulte constituent un champ d'étude important dans sa pratique. Il est l'auteur de nombreux ouvrages destinés aux professionnels ou au grand public dont Les Kilos émotionnels, comment s'en libérer ? ou L'amour et les kilos, tous deux chez Albin Michel.



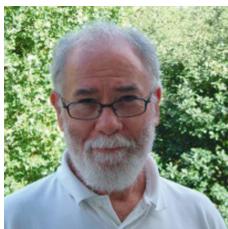
Dr. Josselin Lebel

Médecin généraliste au sein d'un pôle de santé pluriprofessionnel à Paris, docteur en médecine et spécialiste en médecine générale depuis 2009, le Dr Josselin Lebel est également diplômé d'un master 2 en Méthodologie et Statistique en Recherche Biomédicale (Université Paris Sud). Ancien chef de clinique universitaire de médecine générale de 2009 à 2013, il est actuellement chef de clinique associé au sein du département de médecine générale de l'Université Paris Diderot. Depuis 2014, il est membre du conseil d'administration de la Fédération des maisons et pôles de santé d'Ile de France (Femasif).



Dr. Eric Myon

Diplômé de la faculté de Paris V, titulaire d'un DESS en économie et gestion des services de santé et diplômé de pharmacie clinique oncologique (Paris V), Eric Myon s'installe à la Pharmacie Homéopathique de l'Europe. Expérience antérieure de 7 ans en industrie (Sanofi, Pierre Fabre) en pharmaco-économie et qualité de vie, il intervient aussi dans des formations sur la prise en charge du patient souffrant de cancer, destinées aux pharmaciens d'officine. Eric Myon est secrétaire Général et Président de la région Ile de France de l'UNPF (Union Nationale des pharmacies de France), syndicat national représentatif de la pharmacie d'officine.



Dr. Jean-Pierre Corbeau

Professeur de Sociologie à l'Université François Rabelais de Tours, Membre de l'UMR 6173 CITERES-VST-DSU, Chercheur associé au CETIA (Toulouse le Mirail), le Pr Corbeau est aussi cofondateur de l'Institut Français du goût, secrétaire général de l'Institut Européen d'Histoire et de Cultures de l'Alimentation (IEHCA) et membre élu du bureau de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF). Il a publié plus de 95 articles sur le comportement alimentaire et dirigé plusieurs numéros de revues sur cette thématique, il est l'auteur de plusieurs ouvrages.



Dr. Pierre-Yves Geoffard

Directeur de PSE-Ecole d'Economie de Paris, directeur de recherche au CNRS, et également directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, le Dr Pierre-Yves Geoffard oriente ses travaux de recherche et ses enseignements sur l'économie du risque et de l'assurance, ainsi que sur l'analyse économique des systèmes et des politiques de santé. Auteur de nombreux articles dans des revues académiques, il est également chroniqueur pour le quotidien Libération. Professeur associé à l'Ecole Polytechnique, professeur invité à l'Université de Lausanne, directeur du master et programme doctoral Analyse et Politique Economiques, le Dr Docteur Pierre-Yves Geoffard est également membre du *Conseil National du Sida, de la Commission des Comptes de la Santé, et préside la commission Services Publics du Conseil National de l'Information Statistique*.



Jean-Louis Touraine

Professeur de médecine, Jean-Louis Touraine effectue à Lyon ses études de médecine et complète sa formation dans le domaine de la recherche médicale à l'Université d'Edimbourg puis de Minneapolis et de New-York. Interne des hôpitaux puis Chef de clinique, il est nommé Professeur de médecine en 1979 et Chef du Service de Transplantation et Immunologie Clinique à l'Hôpital Edouard Herriot en 1986. En 1976, il effectue la première greffe mondiale de foie fœtal, suivie de succès et engage la réflexion éthique sur cette question en créant le premier comité de bioéthique, en publiant ainsi un livre « Hors de la Bulle ». En 1988, il réalise une nouvelle première mondiale : la greffe de cellules souches sur le fœtus humain, dans l'utérus maternel. Député du Rhône depuis 2007, il a également été maire du 8ème arrondissement de Lyon, et Premier adjoint au maire de Lyon. Il est Président du groupe d'étude sur le SIDA, vice-Président du groupe Cancer, et membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques.



Anne-Sophie Joly

Présidente bénévole et Fondatrice du CNAO (Collectif National des Associations d'Obèses) en France, Anne-Sophie Joly a exercé 18 ans dans la Presse Médicale. Patiente elle-même et militante acharnée, elle travaille pour mettre en œuvre les meilleurs moyens pour que le patient soit au cœur de son dispositif médical et pour qu'il devienne ainsi acteur de sa santé avec les meilleurs outils, et des informations vulgarisées pour sa meilleure compréhension et consilience de sa pathologie. Anne Sophie Joly a été nommée par Nicolas Sarkozy en 2009 pour faire partie de la commission Présidentielle, donnant lieu au Plan Obésité, puis fait également partie des comités de pilotage et travail pour différentes organisations publiques.



Olivier Menage

Docteur en Pharmacie de formation et responsable pour l'Europe de la chirurgie bariatrique (obésité) chez Covidien, groupe international leader dans la fourniture de produits de santé, Olivier Menage a développé des programmes d'e-santé avec des patients et des médecins pour améliorer le suivi des patients ayant bénéficié d'une chirurgie bariatrique. Il a plus de 20 ans d'expérience dans le milieu des dispositifs médicaux dans diverses ères thérapeutiques : cardiologie, radiothérapie et chirurgie. Sa principale préoccupation est de relier les patients et les soignants autour de projets pour le bénéfice des patients.



Alain Olympie

Directeur national de l'association François Aupetit, pour vaincre la maladie de Crohn et la recto-colite hémorragique (MCI), reconnue d'utilité publique et agréée pour représenter les patients dans les instances de santé, Alain Olympie est également co-auteur du programme EDU-MCI d'éducation thérapeutique. Acteur dans la Démocratie sanitaire (CPP, CRUQPC), Trésorier de collectif inter associatif CISS Ile de France et d'Impatients Chroniques & Associés, il participe aussi à des groupes de travail à la Haute Autorité de Santé (HAS), à l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) et à la Direction Générale de la Santé (DGS). Alain Olympie donne des cours universitaires « Les droits des patients » à l'Université Paris 13 pour le Master Santé Publique Qualité des Soins.



Jean-Luc Plavis

Malade de Crohn depuis 25 ans, Jean-Luc PLAVIS est Secrétaire Général de l'Association François Aupetit, et Patient-Expert bénévole engagé au sein de l'Université de Médecine Paris Descartes, dans l'e-santé auprès de l'Institut Mines-Telecom ainsi que membre du Collectif Santé Numérique. Impliqué dans la Démocratie sanitaire, il est Secrétaire des Instances du CISS Ile-de-France et Représentant des Usagers au sein de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA), mais également Vice-Président du Club Acteurs de la Prévention. Professionnellement, Jean-Luc PLAVIS est Délégué Général du premier Réseau National de Médiation en Santé (ReMéDiÉ) et anime un module de formation sur la médiation en santé au sein de l'Université Marseille - Aix en Provence.



Dr. Jean-Louis Bussière

Ancien spécialiste des hôpitaux des armées, et ancien médecin en chef du service de cardiologie du Val-de-Grâce, le docteur Bussière est spécialisé dans les techniques d'explorations non invasives des maladies cardiovasculaires de routine et de pointe. Cardiologue coordinateur en réadaptation Cardiaque dans le groupe Générale de Santé, il s'est investi au Club des cardiologues du Sport et a fondé et animé 2 groupes régionaux en plus du bureau national. Depuis 2011, il est Vice-Président du groupe Réadaptation, Exercice et sport au sein de la Société Française de Cardiologie.



Alexandre Vautherin

Passionné par les voyages, Alexandre Vautherin, né le 16 juillet 1981 à Paris a eu l'opportunité de faire le tour du monde grâce à sa mère hôtesse de l'air chez Air France. Après avoir posé ses valises plus de dix ans en Afrique, au Gabon principalement où il a créé une société para-pétrolière, Alexandre a décidé suite à un premier infarctus en juin 2014, de rester en France. Aujourd'hui marié et père d'une petite fille née en mars dernier, il priviliege sa santé et sa famille.

SESSION 2: ACTIONNER LES LEVIERS DU CHANGEMENT ET LES MAINTENIR DANS LA DURÉE



Dr. Martine Duclos

Endocrinologue, médecin du sport et physiologiste, Martine Duclos est professeur des Universités-Praticien Hospitalier, chef du service de Médecine du Sport et des explorations fonctionnelles au CHU Montpied de Clermont-Ferrand. Elle mène au sein du Centre de Recherche en Nutrition Humaine (INRA-Université d'Auvergne) des travaux de recherche orientés sur les relations entre activité physique et sportive ainsi que métabolisme et hormones selon un curseur allant du sportif intensif à la personne physiquement inactive et sédentaire, en bonne santé apparente ou présentant une pathologie chronique (diabète de type 2, obésité, cancer). Auteur de nombreuses publications, le Pr Martine Duclos est membre de la commission « activité physique, sport santé » de la Société Française de médecine du Sport (SFMES), et membre de la commission mixte CNOSF (Comité National Olympique et Sportif Français) /SFMES qu'elle représente au sein du pôle ressource du CNOSF. Depuis septembre 2013, le Professeur Martine Duclos est conseillère scientifique pour le ministère chargé du Sport au sein du pôle ressources national sport santé bien être (PRN2SBE).



Pascal Beau

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et diplômé d'Etudes Approfondies d'économie, Pascal Beau est Président de l'Observatoire Européen de la Protection Sociale depuis 1988 mais également un an plus tard, Directeur-Fondateur de l'hebdomadaire « Espace Social Européen ». Entre 1973 et 1987, il a été Responsable syndical et mutualiste étudiant, mais également Cadre dirigeant d'une association nationale (CNAJEP) et Directeur de cabinet du président de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (Cnamts). Jusqu'en 1993, Pascal Beau était chargé de mission au ministère de la santé et conseiller technique au cabinet de M. Jean-Louis Bianco ainsi qu'auprès de M. René Teulade, ministre des Affaires sociale de l'intégration. Auteur de nombreux ouvrages sur les questions sociales, de santé et de Sécurité sociale, Pascal Beau est également formateur et conseil indépendant (prévoyance, économie de la santé).



Gérard Bapt

Médecin-cardiologue de formation, Gérard Bapt est député de la 2ème circonscription de la Haute-Garonne et est membre de la commission des affaires sociales à l'Assemblé Nationale, membre du Conseil d'Administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), ainsi que Président du Conseil de Surveillance du fonds CMU-C. Il est Rapporteur de la Branche Recettes et Equilibre Général du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015. Gérard Bapt est également Vice-président du groupe d'études parlementaire « Alimentation et Santé ».



Jean-Pierre Barbier

Pharmacien à La Côte Saint-André, Député de l'Isère depuis juin 2012 et membre de la commission des affaires sociales, Jean-Pierre Barbier est également membre du groupe d'études « Médicaments et produits de santé ». Maire de Penol depuis 1995 et Président de la communauté de communes du pays de Bièvre Liers de 2001 à avril 2014, il est aussi Conseiller Général de La Côte Saint André depuis 2005 et 1er Vice-Président de Bièvre Isère Communauté, depuis avril 2014.



Pr Patrick Jourdain

Cardiologue, chef du pôle cœur vaisseaux et métabolisme à Pontoise, chef de l'unité de cardiologie ambulatoire et du département d'éducation thérapeutique du patient (Université Paris- Descartes), le Pr Patrick Jourdain est aussi chef de l'enseignement en éducation thérapeutique des étudiants en médecine de la faculté Paris Descartes et membre du bureau de la société française de cardiologie (SFC).



Sébastien Pascal

Professeur agrégé d'Éducation Physique et Sportive, Sébastien Pascal a enseigné pendant une dizaine d'années dans l'enseignement secondaire et à l'Université Paris X dans le cadre de la préparation à l'agrégation. En 2006, il a l'idée de développer une intelligence artificielle, qui, à partir de données hétérogènes et massives sur une personne (big data), serait en mesure de lui proposer un programme d'accompagnement en nutrition et en activité physique, parfaitement adapté et structuré en fonction de ses objectifs et besoins. Il crée la société Biomouv en 2010 avec deux associés et depuis 2011, celle-ci travaille au développement de solutions d'accompagnement en prévention secondaire et tertiaire de certaines maladies chroniques. Ces solutions qui ont aussi vocation à être des outils pour les professionnels de santé, intègrent des objets connectés et permettent une adaptation en temps réel des programmes et séances d'activité physique proposés aux patients.



Dr. Matthieu Desplan

Médecin coordinateur de la MS4P (Maison de santé des 4P) au sein du centre d'optimisation santé R-Révolution Santé et Directeur Général Délégué du Secteur Optimisation Santé du groupe de santé Fontalvie, le Dr Matthieu Desplan a suivi des études de médecine à Namur puis Bruxelles et est diplômé d'Etude Spécialisé en Pneumologie (UCL). Il a été entre 2007 et 2011 Assistant-Chef de Clinique en Physiologie au CHU de Montpellier, il a passé à la suite de ses études sa soutenance d'une thèse de doctorat en science (PhD) sur les « Effets du réentraînement à l'exercice individualisé chez les patients atteints d'un syndrome d'apnées/hypopnées obstructives du sommeil » et a publié plusieurs articles scientifiques indexés dans ce domaine. Le Dr Matthieu Deplan est devenu Praticien Hospitalier au CHU de Montpellier, au sein du service de Neurologie B (laboratoire du sommeil – Prof. Y. Dauvilliers).



Dr. Jean-François Thébaut

Cardiologue, Jean-François Thébaut a été président du syndicat national des spécialistes des maladies de cœur et des vaisseaux ainsi que président du Conseil national professionnel de cardiologie. Il a exercé des responsabilités électives professionnelles tant au niveau local (Conseil de l'Ordre) que régional (URML/URPS) ou national, notamment dans les domaines de l'organisation des soins, des Nouvelles technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) en santé ou de la formation et l'évaluation des pratiques médicales en tant que président du comité paritaire national de la formation conventionnelle ou comme vice-président du comité de coordination des Conseils Nationaux de FMC. Il coordonne au sein du collège de la HAS la réflexion sur les systèmes d'information et l'E-Santé.



Michaël Chekroun

Diplômé de l'Edhec et de la London School of Economics, Michaël Chekroun après 10 ans dans le conseil en stratégie puis en fusions & acquisitions créé Carenity début 2011. Carenity.com est le 1er réseau social en Europe dédié aux patients et à leurs proches, concernés par des maladies chroniques : partage d'expérience, entraide, suivi de sa santé et participation à des enquêtes en ligne. Fin 2014, Carenity regroupe un panel de 50 000 membres actifs. Carenity propose à l'industrie et aux autorités de santé des études en vie réelle conduites auprès des patients pour améliorer les connaissances médicales et la prise en charge des malades.



Patrick Négaret

Diplômé de l'Ecole nationale supérieure de Sécurité Sociale, Patrick Negaret est Directeur Général de l'Assurance Maladie des Yvelines et Directeur de projet national pour le déploiement du concept de prévention « Santé Active », un service en santé dont il est l'initiateur. Directeur de la CPAM des Landes (1983-1986), puis de la CPAM de Bayonne (1986 -1988) et Directeur de la CPAM de la Sarthe pendant plus de vingt années, Patrick Negaret a également enrichi son expérience à la Compagnie française du Thermalisme pendant près d'une année comme Secrétaire Général.

Patrick Negaret se positionne au cœur des problématiques de santé. En 1998, il présente son concept de prévention primaire « Santé Active », et le met en place avec succès dans le département de la Sarthe.



Jean-Michel Ricard

L'association Siel Bleu a été fondée en 1997 par Jean-Michel Ricard et Jean-Daniel Muller. Après leurs études à la faculté des Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS) de Strasbourg, Jean-Daniel et Jean-Michel décident de donner des cours d'activité physique adaptée (APA) à des personnes âgées, avec pour objectif la prévention santé et le maintien de l'autonomie. Les activités ont aujourd'hui pour objectif un véritable parcours de prévention-santé tout au long de la vie et l'amélioration de la qualité de vie. Le second objectif est d'utiliser l'APA comme complément thérapeutique auprès des personnes atteintes de maladies chroniques. Depuis 17 ans, le mot d'ordre reste l'accessibilité financière pour tous et c'est pourquoi la Fondation Siel Bleu a vu le jour.

IV. LES ORGANISATEURS

MISSIONS ET VOCATION DE LA FONDATION PILEJE



Promouvoir localement la santé durable auprès du plus grand nombre

La Fondation d'entreprise PiLeJe est une œuvre d'intérêt général à but non lucratif, créée au printemps 2005. **Cette initiative est un engagement fort en faveur de l'éducation et de la sensibilisation du public aux liens entre alimentation et santé.**

Pilotée par un **Conseil d'Administration, présidé par le Dr Jean-Michel Lecerf** (Institut Pasteur de Lille) et animée par une équipe opérationnelle dirigée par Emmanuelle Leclerc, la Fondation PiLeJe a organisé depuis 10 ans plus de 640 événements, dans toute la France, avec des partenaires publics et privés. Près de 100 000 personnes ont déjà participé.

Elle intervient aussi bien dans les **mairies, les associations, les entreprises que dans les écoles** à travers des conférences présentées par des médecins, titulaires d'un diplôme universitaire en nutrition et/ou alimentation santé et micronutrition. La Fondation y explique la dimension qualitative de l'alimentation et son impact sur l'état de santé. Chaque conférence laisse toujours place à la pratique, au plaisir et la convivialité, à travers notamment un buffet dégustation.

Un petit livret « **Les 5 clés de l'Alimentation Santé** » et un guide de recettes sont mis gracieusement à la disposition des participants et des internautes sur le site :

www.fondation-pileje.com.



Une participation au débat public sur la prévention, en partenariat avec l'Institut pasteur de Lille et Coopération Santé

Après une première manifestation au **Sénat en 2012**, la Fondation PiLeJe a organisé en **novembre 2013 à l'Assemblée nationale** une conférence-débat sur les politiques de prévention des maladies métaboliques et cardio-vasculaires, à partir des déterminants de santé que sont la nutrition et l'activité physique. Cette année encore, la Fondation PiLeJe renouvelle son action avec l'organisation d'un nouveau colloque, en partenariat avec l'association Coopération Santé et l'Institut Pasteur de Lille : « Education à la santé – Les leviers du changement – Aider les français à devenir acteurs de leur santé tout au long de leur vie ».

Chacun de ces colloques a donné lieu à un ouvrage réalisé avec l'aide de l'éditeur Albin Michel à partir des interventions de cette journée.



Retrouvez toutes les informations sur www.education-preventionsante.fr

■ Actualité début 2015 : Nutrissimo Junior

Nutrissimo Junior est un programme alimentaire du CE1 au CM2, destiné aux écoles et proposé gratuitement grâce à l'engagement de 3 fondations (Fondation PiLeJe, Fondation BEL, Institut Pasteur de Lille).

Les enjeux d'une alimentation équilibrée chez l'enfant sont multiples : permettre une croissance harmonieuse et un développement optimal, prévenir certaines pathologies à moyen et long termes et éviter les troubles et carences alimentaires... Or, seuls 9 % d'entre eux, de 3 à 14 ans, consomment les 5 portions de fruits et légumes recommandés quotidiennement (Crédoc, 5-11-2011).

Si aujourd'hui, la plupart des enfants ne savent pas identifier ce qu'ils mangent (enquête ASEF - 2013), instaurer un parcours éducatif en matière d'alimentation est primordial pour leur permettre d'adopter une alimentation variée.

Le programme proposé s'adresse à toutes les parties prenantes de l'écosystème éducatif :

1. Pour les élèves de 7/14 ans

- Un **atelier-débat interactif**, animé par un médecin, afin de donner des astuces pour mieux comprendre l'impact de l'alimentation sur la santé.
Ces ateliers ont lieu en classe, sous la direction du professeur (45 minutes). A ce jour, 301 ateliers ont été réalisés par la Fondation PiLeJe dans 103 établissements scolaires en France.
- La mise à disposition d'un **jeu éducatif unique et innovant développé par le service de nutrition de l'Institut Pasteur de Lille**. Un jeu de plateau qui fait voyager les enfants à travers les différents univers de l'alimentation et de l'activité physique. Les enfants peuvent y jouer pendant le temps périscolaire.

2. Pour le personnel scolaire et périscolaire ainsi que les chefs de cuisine, une formation animée par une diététicienne formée par l'Institut Pasteur de Lille.

Les objectifs de la formation sont de délivrer les connaissances actuelles en nutrition avec une approche pluridisciplinaire, d'apporter un socle commun de connaissances et favoriser un discours harmonisé de toute la communauté éducative.

3. La distribution de guides nutritionnels pour les parents

La Fondation PiLeJe en chiffres depuis 2005

- **642 événements** dont **367 ateliers « Ta santé dans ton assiette ! »** dans les écoles et collèges ;
262 conférences « Je me sens bien dans mon assiette ! », en partenariat avec des mairies, associations, entreprises... ;
13 journées « Cuisinez votre santé ! »

- **100 000 participants** aux événements
- **220 000 exemplaires** diffusés du fascicule « Les 5 clés de l'Alimentation santé »
- **2 tournées nationales** pour sensibiliser le public aux liens entre alimentation et santé :
31 000 participants et 160 médecins mobilisés par la Fondation
- **3 colloques au Parlement**
- **1 218 articles** dans la presse nationale et régionale
- **10 partenaires nationaux & 400 partenaires régionaux et locaux**



L'INSTITUT PASTEUR DE LILLE



L'Institut Pasteur de Lille est une fondation privée reconnue d'utilité publique depuis 1898. La mission de l'Institut Pasteur de Lille est de mettre la science au profit de la santé publique afin :

- **d'étudier et de comprendre** les grandes maladies pour trouver des solutions,
- de **former** les professionnels et **accompagner** les entreprises pour combattre ces pathologies,
- de **prévenir** leur développement par l'éducation et l'information du grand public.

Activités de recherche en santé humaine avec des équipes dédiées travaillant sur les principales causes du vieillissement: maladies cardiovasculaires, diabète et maladies neurodégénératives et unités de recherche sur les cancers et les maladies infectieuses et activités de santé publique.

[Directeur général : Patrick Berche](#)

Service de Nutrition de l'Institut Pasteur de Lille

Service dédié à la nutrition humaine

Activités :

- de recherche clinique en nutrition (NutrInvest)
- d'expertises en nutrition (conseil - assistance)
- de santé publique (actions de terrain et évaluation)
- de formation et d'enseignement

[Chef de service : Dr Jean Michel Lecerf](#)

Pour tout renseignement: www.pasteur-lille.fr

COOPÉRATION SANTÉ



Coopération Santé est une association qui a pour but de promouvoir les coopérations entre les associations de malades, les institutionnels et l'ensemble des professions de santé, une force d'impulsion et de mobilisation des acteurs dans ce domaine.

Depuis plus de 10 ans maintenant, un groupe de personnes est engagé au sein de **Coopération Santé** pour mettre en commun les expériences de différentes parties prenantes du système de santé : professionnels de santé, assurance maladie obligatoire, assurance maladie complémentaire, patients, industries de santé.

« Soigner mieux, dépenser mieux ». C'est le slogan choisi par Alain Coulomb président de Coopération Santé, pour résumer l'objectif de cette association. « Faire mieux avec les mêmes moyens est assurément la démarche fondatrice de Coopération Santé. Il ne s'agit pas de faire appel à de nouveaux acteurs, mais de créer du « lien » entre eux pour qu'ils se connaissent mieux, travaillent mieux ensemble.

Coopération Santé a conduit des rencontres, des cycles de réunions, de colloques à Paris ou en région sur la coopération entre professionnels de santé, établissements de santé (régionaux et locaux) et associations de patients.

Conduire à coopérer, les professionnels avec les patients et les industriels sur des bases claires, respectueuses des responsabilités de chacun et éthiques ; sortir des corporatismes, des anathèmes, des caricatures, des « grandes peurs », des intégrismes pour nouer des relations apaisées, plus fluides, plus humaines dans un système moins cloisonné et donc plus efficient pour le patient comme pour l'économie du système : voilà l'enjeu.

Nous n'avons pas l'ambition de soulever seuls ces montagnes, mais de participer à notre place et par l'exemple à son nécessaire décloisonnement, à la réflexion collective et la capillarité des idées :

- poursuite des colloques, leur succès montre à l'évidence que des actions sont menées sur le terrain, dans le respect de chacun et dans la simplicité des rapports.
- réflexion collective autour de thèmes comme la méthodologie de l'évaluation des coopérations entre professionnels de santé ou avec l'assurance maladie, mise à profit des richesses et diversités des connaissances et des expériences de nos adhérents au service de l'évolution de notre système de santé.
- capillarité organisée des idées, fruits de la réflexion collective des adhérents qu'il appartient à chacun de porter dans son champ de compétences.

Cette posture nous paraît correspondre à notre vocation... et s'avérer à terme plus efficace. C'est ainsi me semble-t-il qu'ensemble nous passerons de l'utilisation de «mots valises » aisément unanimistes à des actions incarnées dans un réel dont l'évolution apparaît autant nécessaire que complexe et lourde à opérer.

Le Bureau de Coopération Santé

Président : Alain COULOMB - Vice-Présidents : Marie-Josée AUGE CAUMON et Gérard RAYMOND

Secrétaire Général et Trésorier : Pierre-André GANDON - Secrétaire Générale Adjointe : Odile CORBIN

Directeur Exécutif : Bernard TRICOT - Chargée de Mission : Anne de BOISMENU

Pour tout renseignement : www.cooperation-sante.fr

Mail : cooperation-sante@wanadoo.fr

CONTACT PRESSE

Caroline Lamberti

c.lamberti@fondation-pileje.com
01 45 51 69 60 - 06 73 89 18 42